

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 24/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ASB - AEROSPATIALE BATTERIES

allée Sainte Hélène
18000 Bourges

Références : -

Code AIOT : 0010006525

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement ASB - AEROSPATIALE BATTERIES implanté allée Sainte Hélène 18000 Bourges. L'inspection a été annoncée le 01/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre d'un exercice de mise en œuvre du POI.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASB - AEROSPATIALE BATTERIES
- allée Sainte Hélène 18000 Bourges
- Code AIOT : 0010006525
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par l'arrêté préfectoral n°2021-0254 du 22 mars 2021, le préfet du Cher a autorisé l'exploitation d'installations d'études, de conception, de production et de commercialisation de piles thermiques. Les activités de l'établissement sont notamment classées sous le régime de l'autorisation dans les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement:

- 4210-1-a: produits explosifs (fabrication, chargement, encartouchage....);
- 1450: solides inflammables (stockage ou emploi de);
- 2793-3-b: installation de collecte, transit, regroupement, tri ou autre traitement de déchets de produits explosifs.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rédaction d'un POI	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.8.5	Demande d'action corrective	2 mois
2	Contenu et mise en œuvre du POI	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.8.5	Demande d'action corrective	2 mois
5	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Disponibilité de l'exemplaire papier du POI	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.8.5	Sans objet
4	Fréquence des exercices POI	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.8.5	Sans objet
6	Registre des incidents	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.7.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rédaction d'un POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.8.5
Thème(s) : Risques accidentels, exercicePOI
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers. [...] Le comité social et économique (CSE) est consulté par l'industriel sur la teneur du POI ; l'avis du comité est transmis au Préfet. Le POI est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. [...]
Constats : Documents consultés : - POI révisé en août 2025. Des mises à jour annuelles du POI sont tracées depuis 2021 dans le document. L'exploitant déclare que l'avis du CSE sera émis lors d'une réunion programmée à la fin du mois de septembre 2025. Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de présenter l'avis du CSE sur la dernière version du POI.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Contenu et mise en œuvre du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.8.5
Thème(s) : Risques accidentels, exercicePOI
Prescription contrôlée : Le POI définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans l'étude de dangers ; il doit de plus planifier l'arrivée de tout renfort extérieur nécessaire. [...]
Constats :

Document consulté :

- POI révisé en août 2025.

Le scénario retenu pour l'exercice est un départ de feu dû à la surchauffe d'un chargeur électrique dans le magasin comportant des emballages en carton.

Le document POI appelle les remarques suivantes :

- 1.1.2 : ajouter l'aéroport dans les contacts externes.

- 1.4 : remplacer DDASS par ARS.

- 2.2.1 : matérialiser l'emplacement de la salle PC sur le plan.

- 3.3.4 : erreur de rédaction sur « bouteilles de lithium » au lieu de « bouteilles d'hélium. La conduite à tenir en cas d'intervention n'est pas indiquée (page 40).

- 5.2.2 : la trame utilisée pour le courriel adressé à la DREAL lors de l'exercice n'est plus adaptée.

Le déroulement de l'exercice POI appelle les remarques suivantes :

- seules deux personnes sont présentes en salle de crise alors que le POI définit six fonctions.

- le POI prévoit que le DOI (rôle joué par le directeur) cumule d'autres fonctions (transmission et sauvegarde + relations extérieures) alors que, lors de l'exercice, il a été accaparé par la transmission de l'alerte à la DREAL et à la préfecture (par téléphone et courriels) et en interne, ainsi que la liaison avec les ESI. A noter que l'évacuation du personnel n'a pas été effectuée du fait de la météo, dont la supervision aurait également incombé au DOI selon le POI.

- l'alerte des mairies de Bourges et de Trouy prévue par le schéma d'alerte n'a pas été effectuée.

- il n'y a eu aucun représentant des fonctions intervention et exploitation + logistique en salle de crise : en particulier, personne n'a rendu compte au DOI des actions entreprises au-fur-et-à-mesure en termes de coupure des énergies et de confinement des eaux (le sujet a été abordé suite au questionnement du SDIS).

- l'ingénieure HSE affectée à la fonction observation n'a pas pu l'assurer complètement étant donné qu'elle devait répondre au SDIS et à l'inspection.

- le matériel en salle de crise est insuffisant : un seul poste informatique avec vidéoprojecteur accaparé par la fonction relations extérieures, un seul tableau effaçable non utilisé, pas de plan affiché au mur (mais présent dans la salle PC habituelle (restaurant d'entreprise) selon l'exploitant), pas de moyens de partager des informations visibles par tous sur les actions effectuées et la chronologie des événements.

Constat : certaines fonctions prévues par le POI n'ont pas été pleinement assurées et des points d'amélioration sont relevés dans le contenu et le déroulement du POI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Disponibilité de l'exemplaire papier du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.8.5

Thème(s) : Risques accidentels, exercice POI

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare que la sacoche contenant le POI est disponible en permanence au local PC (restaurant). Il demande au gardien de la récupérer pour l'installer dans la salle réquisitionnée dans le cadre du présent exercice.</p> <p>En particulier des plans papier en grand format sont disponibles.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Fréquence des exercices POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.8.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, exercice POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le POI. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les trois ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation.</p> <p>L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice, Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Document consulté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - compte rendu de l'exercice POI du 22/09/2022. <p>Il s'agit du dernier exercice auquel le SDIS avait participé.</p> <p>Des axes d'amélioration ont notamment été identifiés.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat des matières stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, exercice POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AM 04/10/2010 - Article 49</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

AP 22/03/2021 - Article 9.1.6

[...]

L'exploitant doit disposer d'un outil opérationnel lui permettant d'établir un état des stocks de produits explosifs en temps réel.

[...]

Constats :

Documents consultés :

- annexe 1 du POI révisé en août 2025 ;
- état des stocks du magasin du bâtiment 24B édité pendant l'exercice POI.

Ni le bâtiment 24B ni le magasin ne sont explicitement visés dans l'annexe qui donne les quantités maximales de produits dangereux présents par secteur du site. Les produits combustibles (emballages en carton notamment) ne sont pas mentionnés.

Pour ce qui est des matières pyrotechniques, l'exploitant est en capacité de fournir une quantité maximale présente dans le bâtiment mais il ne dispose pas d'un état des stocks à jour.

A la demande de l'inspection, l'exploitant édite un état des stocks du local de stockage des produits chimiques appartenant au magasin.

L'examen de cet état appelle les remarques suivantes :

- il liste des matières non dangereuses (rinçage-œil et ruban adhésif par exemple).
- l'unité des quantités n'est pas précisée.
- les mentions de danger n'y figurent pas.
- il n'est pas horodaté.
- il ne précise pas le lieu de stockage.

Quant aux FDS, l'exploitant déclare qu'elles sont toutes accessibles via le serveur informatique : il présente, par sondage à la demande de l'inspection, la FDS du 29/10/2024 de l'alcool isopropylique, matière figurant dans l'état des stocks édité.

En cas de coupure de l'alimentation électrique générale du site, l'exploitant assure que le serveur informatique est sauvegardé, mais il n'est pas en mesure de préciser la durée d'autonomie et de confirmer que l'alimentation électrique du restaurant (salle PC) est secourue.

Constat : l'état des stocks est incomplet en termes de matières dangereuses et de produits combustibles et l'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il est en capacité de l'éditer en toute circonstance. Il ne dispose pas d'un outil opérationnel lui permettant d'établir un état des stocks de produits explosifs en temps réel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Registre des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, incidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.</p> <p>Ces anomalies et défaillances doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - être signalées et enregistrées ; - être hiérarchisées et analysées ; - et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée. <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Document consulté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - extrait du registre des incidents en 2024 et 2025, transmis par courriel du 23/09/2025. <p>Le registre recense 13 évènements entre le 10/01/2024 et le 10/07/2025 : ils portent tous sur des départs de feu, seul l'un d'entre eux a nécessité l'intervention des secours extérieurs en avril 2024 (le POI avait été déclenché).</p> <p>L'exploitant déclare qu'un compte rendu est réalisé pour chaque évènement qui est analysé et donne lieu à des mesures correctives (qui figurent en dernière colonne du registre transmis). Il commente notamment les actions réalisées récemment pour limiter les phénomènes d'électricité statique.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite